

## Bulletin d'histoire politique

**Regards critiques d'intellectuels sur le Québec : J. Pelletier, Les habits neufs de la droite culturelle. Montréal, VLB éditeur, 1994, 126 p. / P. Vallières, Le devoir de résistance, Montréal, VLB Éditeur, 1994, 100 p. / M. Masse, Identités collectives et civilisation, Montréal, VLB Éditeur, 1994, 195 p.**

Lucille Beaudry



Volume 3, Number 2, Winter 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063253ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063253ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Septentrion

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Beaudry, L. (1995). Review of [Regards critiques d'intellectuels sur le Québec : J. Pelletier, Les habits neufs de la droite culturelle. Montréal, VLB éditeur, 1994, 126 p. / P. Vallières, Le devoir de résistance, Montréal, VLB Éditeur, 1994, 100 p. / M. Masse, Identités collectives et civilisation, Montréal, VLB Éditeur, 1994, 195 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 3(2), 159–164. <https://doi.org/10.7202/1063253ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

**REGARDS CRITIQUES D'INTELLECTUELS SUR LE QUÉBEC**

**J. Pelletier, LES HABITS NEUFS DE LA DROITE CULTURELLE.**  
 Montréal, VLB Éditeur, 1994, 126 p.

**P. Vallières, LE DEVOIR DE RÉSISTANCE,**  
 Montréal, VLB Éditeur, 1994, 100 p.

**M. MASSE, IDENTITÉS COLLECTIVES ET CIVILISATION**  
 Montréal, VLB Éditeur, 1994, 195 p.

**Lucille Beaudry**

*Université du Québec à Montréal*

**Q**ue n'a-t-on pas écrit sur le silence des intellectuels au Québec depuis l'après-référendum de mai 1980 alors que s'y installe, comme ailleurs, l'hégémonie des idées néolibérales (comme en témoignent les revues *L'Analyste*, *Cité Libre*, *L'Agora* et la grande presse), sans compter la prégnance actuelle des propos relatifs à une ère dite de la post-modernité marquant cette «fin de siècle» de l'incrédulité face aux métarécits et à l'équation science-progrès social. De sorte qu'aucune vision globale d'émancipation quant à l'avenir de la société ne semble désormais retenir l'adhésion et susciter un engagement politique; d'où la démobilisation politique et l'individualisme libéral qui imprègnent ces années quatre-vingt. Devant cette fatigue de la pensée et du militantisme politiques, l'intellectuel est-il sur le point de sortir de sa torpeur? C'est là du moins l'idée qui surgit avec la parution récente d'ouvrages critiques des dévoiements des intellectuels sur la conjoncture politique au Québec.

L'essai de Jacques Pelletier *Les habits neufs de la droite culturelle* nous livre une critique acerbe de nos auteurs à succès les Jean Larose, Jacques Godbout, Denise Bombardier et François Ricard qui ont, à tour de rôle, accaparé les médias. Selon Pelletier, tous adoptent le «relais européen» c'est-

à-dire français pour contrer l'emprise qu'exercent sur les esprits d'ici les envahissants moyens de communication porteurs de l'idéologie et du discours américains (18); ils nous disent tous la même chose, en même temps et de la même manière, écrit-il. Ils appartiennent à la même famille médiatique: Boréal, Radio-Canada AM, FM, et télévision. Le premier, Jean Larose, incarne l'expression du mépris à l'égard du Québec et de sa culture littéraire et situe la faute dans l'abdication des éducateurs dont la pédagogie est axée sur le vécu plutôt que sur l'acquisition des connaissances. Quand pour y remédier Larose propose la restauration de l'ancien cours classique (ancêtre des CEGEP), Pelletier y dénonce la position réactionnaire par excellence (25). Considérant Larose comme un produit refoulé de l'échec référendaire non analysé, il invite ce dernier à comprendre que l'intelligentsia n'est justement pas homogène, une fraction de celle-ci avait appuyé le projet du Parti Québécois, une autre a été et demeure fédéraliste libérale et une autre, militante de gauche, avait pris la position de l'abstention et/ou du «oui critique». Il fallait, selon Pelletier questionner les fondements du projet péquiste et la stratégie douteuse. D'où l'aveuglement qui lui est reproché, d'où ses errements dans la critique de la modernité québécoise, critique empruntée à la revue française *Tel Quel* (31), d'où sa propension à occulter la réalité conflictuelle de l'avant-garde culturelle de ces années. En rupture de ban avec un pays (le Québec) qu'il ne juge pas à sa hauteur, Larose, nous dit Pelletier, écrit à la manière d'un exilé de l'intérieur qui mystifie la culture française de la «mère-patrie». L'auteur admet que l'avenir de la culture au Québec pose un problème, et qu'il faut pour cette raison d'autant plus porter notre attention sur la culture vivante, celle qui s'ébauche ici aujourd'hui.

D'autre part, Pelletier s'inspire d'un article de Serge Cantin paru dans *Liberté* sur la «fatigue culturelle» de Jacques Godbout, article qui fait ressortir l'ambivalence politique de ce dernier sur la question nationale et qui dénonce un incontestable conservatisme enrobé d'un libéralisme lui permettant d'accueillir et de comprendre le «moderne», pour revenir à la charge. S'il y a là un fait «nouveau» pour la revue *Liberté*, Pelletier y dévoile une position évidente de l'écrivain depuis la fin des années 60 dans ses essais depuis *Le Réformiste* jusqu'à *L'écran du bonheur*. L'auteur évolue, écrit Pelletier, d'un libéralisme tranquille vers un néo-conservatisme. De *Cité Libre* à *Parti pris* en passant par la revue *Liberté*, J. Godbout se fait dès lors l'apôtre du laïcisme, de l'indépendance et de la démocratie mais jamais du socialisme! Alors que ses essais des années 80 témoignent de son passage du libéralisme au néo-conservatisme: sa réflexion ne porte désormais plus sur

le texte national mais sur la société du spectacle et en particulier, la télévision cet «écran du bonheur» à propos duquel il décrète que le consommateur béat a remplacé le citoyen et les barricades (*Le murmure marchand*, Boréal, 1984, 1989) et dont le «yuppie» est tout à la fois le héraut, le symbole et l'artisan (57). A cette perspective d'une perte irréversible de sens où domine le simulacre, Godbout semble se résigner un peu trop allègrement, il ne se situe ni à l'extérieur ni contre un tel ordre, fustige Pelletier; un tel parcours le conduit vers une position d'abdication et de résignation qui se trouve aussi consignée dans son œuvre romanesque *Salut Galarneau* (Paris, Seuil 1967) et *Le temps des Galarneau* (Paris, Seuil, 1993). Bref un auteur à la mode qui souscrit à l'air du temps, mais en même temps une œuvre qui constitue un aveu d'impuissance, sans aucun espoir de transformer la société contemporaine (69) corroborant de la sorte le lieu de l'homme aux prises avec l'univers du spectacle (70).

Et c'est dans un tel univers que brille madame Denise Bombardier dont le *Tremblement du cœur* (Paris, Seuil, 1990) a bénéficié d'un battage publicitaire inversement proportionnel au mérite esthétique de l'œuvre; roman imbu de féminisme bourgeois et conforté par l'essai *La déroute des sexes* (Paris, Seuil, 1993) où celle-ci traite des rapports hommes-femmes à l'ère du «postféminisme» et de la nostalgie de la galanterie, voire des modèles traditionnels de rapports homme-femme. C'est cette même aura médiatique sur fond conservateur qui forge la critique la plus virulente qu'il adresse à l'endroit des idées de François Ricard, depuis la parution de *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, (Montréal, Boréal, 1992). Le reproche majeur de Pelletier, c'est celui de ne pas différencier les classes sociales au sein de cette génération; d'ignorer que la classe au pouvoir n'est justement pas issue des contestataires-révolutionnaires des années soixante. Une telle confusion accuse aussi pour Pelletier l'absence de méthodologie rigoureuse et partant, les propos de Ricard ne sont pas représentatifs. Encore nous faut-il admettre ici que Ricard ne se revendique pas d'une telle démarche mais bien plutôt d'un essai subjectif. L'essentiel, pour Pelletier, c'est que ce livre à succès corrobore et sert de discours légitimant une politique néo-conservatrice dont là encore l'apologie du «cours classique» nous est offerte sur un plateau. Il rappelle que les propos de Ricard concernent la fraction privilégiée «des baby-boomers» parce que cette génération compte aussi, hélas, des chômeurs, des déclassés, des démunis, des exclus, et qu'ils sont légion.

Si Jacques Pelletier dévoile sous le manteau libéral les positions politiques conservatrices de nos auteurs à succès, Pierre Vallières, lui, critique le

libéralisme qui n'est pas la démocratie. Dans *Le devoir de résistance*, véritable manifeste politique, et en cela P. Vallières est égal à lui-même, il s'en prend à la conjoncture néo-libérale et à la thèse de «la fin de l'Histoire». Pour celui-ci, les faits, le chômage, l'appauvrissement... ne supportent pas la victoire du libéralisme économique et «le premier devoir de la gauche est de s'insurger avec force contre la toute-puissance des marchands et la démagogie mensongère de leurs faire-valoir «politiciens»» (14). Selon lui, les problèmes générés par l'économie libérale mondiale révèlent une situation généralisée de crise sociale majeure et annonciatrice de révoltes en série. Aussi, écrit-il, «L'histoire n'a pas de fin. Si la liquéfaction du «socialisme réel» avait vraiment mis un terme à l'histoire, demain n'existerait plus pour les êtres humains, les groupements sociaux, les nations, les cultures. Il faut s'insurger contre ce non-sens énorme, s'insurger aussi contre les thèses fanatiques des néo-libéraux, ces intégristes du monétarisme, de l'argent-roi et du marché sans frein» (27).

Après avoir appuyé sa réfutation sur les épisodes récents de la conjoncture internationale allant de la fin de la guerre froide aux multiples guerres qui inondent de désespoir (Irak, ex-Yougoslavie, Haïti...) l'humanité mais qui fondent de toute urgence les exigences de dignité, de liberté et de justice (44), l'auteur de *Nègres blancs d'Amérique* (1968) remémore de façon touchante l'impact qu'avait exercé la révolution cubaine sur les jeunes québécois révolutionnaires des années soixante, les réussites mais aussi les égarements (stalinisme) du régime de Castro. La chute annoncée du régime cubain constituera moins, écrit-il, «une victoire pour le système américain qu'une nouvelle manifestation de son incapacité morale et politique à proposer à l'humanité autre chose que la servitude» (54).

Quant à la souveraineté nationale du Québec, celle-ci n'intéresse Vallières que si elle est assortie d'un projet social alternatif au système libéral, un projet nouveau d'auto-développement, de liberté, d'égalité, de justice sociale et de solidarité (59). A cet égard, il n'est pas dupe des partis politiques en présence, ni du P.Q. qui, écrit-il, n'a «pas l'ombre d'un programme» (67) économique et social autre que libéral. Aussi, prévient-il de l'inanité d'un nationalisme sous l'ornière ethnolinguistique; il en appelle à une définition pluriethnique de la souveraineté territoriale et «nationale» du Québec établissant la coexistence, la coopération et la solidarité entre les peuples en présence où la culture «nationale» se définit par son contenu et non par l'ethnie. La stratégie proposée n'est pas cette fois le terrorisme mais la résistance des opprimés à l'ordre établi. Pour eux, «la démocratie réelle ne peut s'édifier qu'en opposition au libéralisme» (91), en créant un nouveau

tissu communautaire, en redonnant une place imminente à des formes connues de vie et d'action associatives «Le Québec ne pourrait être réellement «différent» qu'en s'engageant dans une révolution démocratique pluraliste et indépendante» (98). Dans cette optique, il faut mettre à bas la dictature du marché et il n'y aura pas de répit pour la gauche, au contraire, le socialisme reste à inventer, l'incapacité du libéralisme à remplir ses promesses nous y oblige! C'est bien là le problème, comment convaincre de la dictature du marché, comment contrer cette adhésion aveugle aux idées libérales? Le chemin sera long et ardu. L'autre plaidoyer pour une vision «non-nationaliste» d'un Québec indépendant en témoigne allègrement.

Intégrer le Québec dans la modernité nord-américaine, c'est là l'intention de Martin Masse dans *Identités collectives et civilisation*. Pour ce faire, l'auteur invoque sans références précises, outre les théories de l'action collective, les notions d'éthique et d'esthétique qu'il utilise à la rescousse des identités collectives. Il fonde l'éthique sur une sensibilité intérieure par laquelle l'individu associe le bien-être du groupe auquel il appartient à son propre bien-être (61), alors que l'esthétique constitue la mise en forme d'une identité collective particulière (77). Il admet toutefois à maintes reprises dans son texte que les caractéristiques de l'identité d'une collectivité sont toujours d'être partielles, subjectives, relatives et contingentes. Et considérant le succès mondial de la culture de masse, il s'en explique par le fait qu'une telle culture s'exerce auprès d'individus «dont les sensibilités éthique et esthétique sont trop peu développées» (84); thèse qui tient fort peu en regard de l'attrait de la culture de masse dans les pays européens de forte tradition culturelle. Il oublie à cet égard les données de l'industrie mondiale américaine du spectacle! Dans la même foulée, il rejette du revers de la main les dogmes communistes et le féminisme «radical» (74). L'intention est claire, c'est l'établissement d'un libéralisme assorti d'un souci du bien commun! Il l'affirme en ces termes: «La vision présentée ici vise à préserver les avantages éthiques et esthétiques des identifications collectives tout en rejetant les excès d'un collectivisme mystifié, de même qu'à conserver les valeurs de pluralisme, de rationalisme et d'individualisme sans qu'elles conduisent à l'individualisme barbare» (98).

Du multiculturalisme canadien, il décrit sa tendance à «folkloriser» la culture et à la dissocier de la réalité sociale et économique (116); il y voit plutôt la source de la faiblesse de la culture canadienne et de l'appauvrissement de la culture générale. Il se défend bien en outre d'être passéiste comme le sont les nationalistes alors qu'il attribue l'avènement de l'identité collective québécoise au processus de modernisation des années soixante

(133), et c'est précisément la poursuite de cette dynamique propice au développement de la civilisation au Québec qui légitime son option indépendantiste. Son plaidoyer prend pour acquise et définitive la victoire du libéralisme économique dans le monde; aussi sa position indépendantiste ne conçoit pas et ne doit pas concevoir un projet de société, comme ce fut le cas dans les années 60, mais ce qui importe, c'est «être plus compétitif dans un système économique dont l'ouverture...est vue comme une condition de base à la prospérité d'un petit pays comme le Québec» (181). C'est comme cela qu'il peut écrire sans sourciller que «Le discours nationaliste n'a plus sa place», (185), et que «Le Québec n'a de sens que comme élément de la modernité nord-américaine» (185); et ce, sans voir à quel point, il nous présente un discours libéral, sans considérer un seul instant les problèmes sociaux qui s'y rattachent, il souhaite un libéralisme sans «individualisme barbare», et un individualisme avec une éthique collectiviste. Peut-on y croire! L'emprise du libéralisme, malgré les objurgations des Pelletier et Vallières, tient assurément au fait que son «discours» passe inaperçu!